

DECLARATION PREALABLE DE LA FSU CTSD DU 1^{ER} FEVRIER 2022

Madame la Directrice académique,
Mesdames, Monsieur,

Le 13 janvier dernier, les personnels de l'éducation nationale se sont massivement mis en grève pour exprimer le rejet des politiques de ce Gouvernement, dont le mépris pour nos professions s'incarne pleinement dans l'action du Ministre, depuis le début du quinquennat. Derrière la personne, c'est bien la politique du président Macron, et de ses gouvernements successifs, mortifère pour les services publics, que nous combattons. Au-delà de la gestion de la crise sanitaire par le ministre, c'est bien la politique éducative qui est rejetée, qu'il s'agisse des moyens, des réformes éducatives, des atteintes à nos métiers. La grève historique du 13 janvier qui a mobilisé toute la communauté éducative a permis d'obtenir, sur quelques points, des premiers signes d'ouverture, de pure forme pour la plupart, mais inédits depuis le début de la crise sanitaire, et même depuis le début de la mandature. Le ton a changé. L'arc syndical large, la participation majoritaire au mouvement de grève, la mobilisation, au-delà des enseignants et des vies scolaires, des personnels d'encadrement, mais aussi le soutien de l'opinion publique : il aura fallu l'ensemble de ces éléments pour commencer enfin à entendre une nouvelle musique, dont nous devons maintenant obtenir qu'elle se traduise dans les faits.

Le mouvement interprofessionnel du jeudi 27 janvier montre également à quel point les politiques néolibérales menées en France depuis des années ont notamment fortement réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses et plus particulièrement des fonctionnaires dont les personnels de l'éducation nationale.

Certes le gouvernement semble vouloir se montrer enfin ouvert au dialogue mais les maigres avancées ne suffisent pas. Ainsi, M. Blanquer ne cesse d'affirmer que la situation est quasiment normale dans le secondaire, alors que nous ne sommes toujours pas passés au niveau trois du protocole. C'est un nouveau symptôme de son déni de réalité. Au quotidien, les vies scolaires sont débordées, les cours désorganisés par le va-et-vient des élèves, les arrêts maladies, et non les « absences », des personnels ne sont pas remplacés. Dans de nombreux établissements, les postes d'infirmier.e restent non pourvus depuis plusieurs mois, malgré les nombreuses alertes des équipes.

Jean Michel Blanquer affirme ainsi qu'il est le Ministre qui a réussi à maintenir les écoles ouvertes, oubliant que ce sont avant tout les personnels qui, depuis deux ans, font de leur mieux pour maintenir un service d'éducation de qualité, malgré le manque de capteurs de CO2, de purificateurs d'air ou bien l'obtention de masques chirurgicaux ces derniers jours... près de deux ans après le début de la pandémie.

La crise sanitaire est révélatrice des conséquences de la réduction des moyens. Depuis le début de ce quinquennat, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 7900 postes ont été supprimés, l'équivalent de 175 collèges rayés de la carte. Les conditions d'enseignement et d'encadrement se sont dégradées et la discontinuité pédagogique s'est renforcée : les

classes sont surchargées, les dédoublements se font rares et les missions des enseignants alourdies.

L'académie doit accueillir 3081 élèves de plus qu'à la rentrée 2021. Pourtant, 33 postes sont supprimés pour l'Académie de Versailles. Comme cela s'est déjà vu ces dernières années, le ministère réussit un tour de passe-passe et annonce malgré ces suppressions de postes 170 ETP supplémentaires pour l'académie. En réalité, cette progression apparente est produite par l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires, et par la réforme des concours puisque les stagiaires se voient désormais imposer un service complet lors de leur année de stage. La formation des stagiaires et les conditions de travail sont donc sacrifiées au nom de principes purement budgétaires. Aucune remise en question de la politique de recours massif aux heures supplémentaires alors que de l'avis de tous elles dégradent les conditions d'enseignement et aggravent les problématiques de remplacement des personnels absents ou non nommés.

Pour notre département, les prévisions d'effectif pour 2022 sont légèrement en baisse aussi bien en collège qu'au lycée. Nous savons tous que le Val d'Oise est un territoire dont les mobilités sont très importantes et nous vous demandons d'être très attentif aux fermetures de classe qui sont annoncées suite aux effets de seuil.

La dotation horaire allouée à notre département est effectivement en hausse et nous ne doutons pas que la communication qui sera faite par les services de l'éducation nationale mettra en valeur cet élément. Néanmoins nous souhaiterions préciser que cette hausse d'environ 1000 heures est principalement due à l'ouverture de deux établissements à la rentrée prochaine, le collège Caroline Aigle de Cergy et du lycée de Corneilles en Paris. De plus cette hausse de la dotation est très insuffisante pour permettre aux personnels d'exercer et aux élèves d'étudier dans de bonnes conditions.

Pour cette instance, nous souhaiterions connaître comment est calculé précisément la marge qualitative des établissements. Pour plus de transparence et afin de faciliter le travail des représentants des personnels, nous souhaiterions avoir dans les documents préparatoires, les prévisions des effectifs par niveau, les options et dispositif financés pour chaque établissement.

Pour conclure, la FSU apporte tout son soutien aux travailleurs et travailleuses du secteur médico-social et de pôle-emploi qui sont, aujourd'hui, engagés dans un mouvement social afin d'obtenir les moyens de travailler dans des conditions décentes et avec le respect des usagers.